

## Washington fait un don de 3,5 millions pour les élections de 2015 au Burundi

PANA, 30 juillet 2014 - Les Etats-unis donnent près de 3,5 millions de dollars pour les élections générales du Burundi Bujumbura, Burundi - Les Etats-unis d'Amérique vont débloquent un don financier de près de 3,5 millions de dollars destiné à aider la préparation et l'organisation des prochaines élections générales de 2015 au Burundi, apprend une source diplomatique à Bujumbura. Selon les termes d'un accord dans ce sens qui a été passé mercredi entre le chef de la diplomatie burundaise, Laurent Kavakure, et l'ambassadrice des Etats-unis d'Amérique au Burundi, Mme Down Litvinenko, le don financera, entre autres, des activités relatives à l'éducation civique et électorale de la population, en particulier des jeunes qui sont souvent mis en cause dans des actes d'intolérance politique par l'instrumentalisation des partis d'origine.

Les promesses de dons financiers sont pour le moment encore loin des attentes de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) qui table sur près de 60 millions de dollars américains, dont plus de la moitié du montant est attendue des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux du pays, pour mener à bien son cahier de charges. Certains de ces bailleurs ont cependant commencé à se manifester depuis la promulgation du nouveau code électoral consensuel entre les différents acteurs politiques qui remonte au mois de juin dernier. Les Etats-unis emboîtent ainsi le pas à la France qui avait dernièrement promis de mettre un montant de 200.000 euros dans le « basket funds » (panier des donations financières) des élections de 2015 au Burundi. Les Burundais seront à nouveau aux urnes de mai à août 2015 pour élire au suffrage universel direct les députés, les maires, les sénateurs, les administratifs à la base (zones, collines et quartiers), selon un récent calendrier électoral de la Ceni. Les précédentes élections générales remontent à l'année 2010 et c'est le conseil national pour la défense de la démocratie/forces de défense de la démocratie (anciennement principale rébellion du pays) qui avait refusé la mise, tout comme aux premières consultations populaires post-conflit de 2005. Le Burundi en sera ainsi l'année prochaine à ses troisièmes élections générales post-conflit après plus d'une décennie de guerre civile qui a contrarié les aspirations du peuple à la démocratie par le choix libre de ses dirigeants.